Conto corrente con la posta

Anno 89° — Numero 41

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA
REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Mercoledì, 18 febbraio 1948 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONI DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554

AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

In ITALIA: Abbonamento annuo L. 3000 - Semestrale L. 1800 Trimestrale L. 1000 - Un fascicolo L. 20
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

In ITALIA: Abbonamento annuo L. 1600 - Semestrale L. 1000 Trimestrale L. 600 - Un fascicolo L. 20
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

(Ai suddetti prezzi di abbonamento aggiungere, per tassa erariale, L. 12 per importi fino a L. 2000 e L. 16 per importi superiori).

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato - Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, Via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); Via del Corso 234 (angolo Via Marco Minghetti 23-24); Via Firenze 37 (palazzo del Ministero della Guerra); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele 3; in NAPOLI, Via Chiaia 5; e presso le Librerie depositarie di Roma e di tutti i Capiluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - Via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). La filiale della Libreria dello Stato in Milano, Galleria Vittorio Emanuele 3, è autorizzata ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 16 dicembre 1947, n. 1657.

Approvazione degli Accordi di carattere economico conclusi ad Ankara, tra l'Italia e la Turchia, il 12 aprile 1947.

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Ha sanzionato e promulga la seguente legge approvata dall'Assemblea Costituente:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi conclusi ad Ankara, tra l'Italia e la Turchia il 12 aprile 1947:

a) Accordo commerciale;
b) Accordo di pagamento;
c) Scambio di Note.

Art. 2.

La presente legge entra in vigore nei modi e nei termini di cui all'art. 6 dell'Accordo commerciale e all'art. 4 dell'Accordo di pagamento.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 16 dicembre 1947

DE NICOLA

DE GASPERI — SFORZA — DEL VECCHIO — MERZAGORA — TOGNI

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI

Accord commercial entre le Gouvernement italien et le Gouvernement turc

En vue de développer les échanges commerciaux entre les deux Pays, le Gouvernement italien et le Gouvernement turc, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er

Les échanges commerciaux entre l'Italie et la Turquie s'effectueront conformément aux régimes généraux d'importation et d'exportation en vigueur dans chacun des deux Pays.

Article 2

Les paiements relatifs aux échanges commerciaux qui seront effectués pendant la durée de la validité du présent Accord seront réglés d'après les dispositions de l'Accord de Paiement signé en date de ce jour.

Article 3

Les opérations de compensation privée ainsi que celles en devises libres commencées avant la mise en application du présent Accord seront liquidées conformément aux dispositions du régime général en vigueur dans chacun des deux Pays au moment de leur approbation par les autorités compétentes respectives.

Article 4

Les marchandises expédiées de part et d'autre, après la mise en vigueur du présent Accord, devront être accompagnées d'un certificat d'origine, conforme au modèle ci-annexé, délivré par les autorités compétentes du Pays exportateur.

Pour les envois dont la contrevaleur ne dépasse pas cent livres turques ou l'équivalent en une autre monnaie, les certificats d'origine ne sont pas requis.

Article 5

En vue de suivre le développement des relations économiques entre les deux Pays et de faire toutes propositions tendant à le faciliter, il sera constitué une Commission Mixte composée de représentants italiens et turcs qui se réunira à la demande des autorités compétentes des deux Pays.

Article 6

Le présent Accord entrera en vigueur le 1er mai 1947 et aura une durée de validité d'une année.

Au cas où il n'est pas dénoncé par un préavis de deux mois avant la date de son échéance, il sera considéré renouvelé par tacite reconduction pour des périodes annuelles.

Fait en deux exemplaires en français à Ankara, le 12 avril 1947.

Pour le Gouvernement turc:
BURHAN ZIHNI SANUS

Pour le Gouvernement italien:
LUIGI CORTESE

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

CERTIFICAT D'ORIGINE

Expéditeur:	Destinataire:
Nom	Nom . . .
Domicile	Domicile . . . . .
Rue	Rue . . . . . .

Nature de la marchandise:
Mode d'emballage:
Nombre des colis:
Marque No.:
Poids brut . . . Kgs.
Valeur:
Voie d'expédition:

Conformément aux dispositions de l'Accord commercial entre la Turquie et l'Italie du 1947, la Chambre de Commerce de certifie que les marchandises spécifiées ci-dessus sont d'origine italienne-turque.

le . . . 1947

SITUATION

des achats de tabacs en compensation effectués par le Monopole Italien en Turquie sur les récoltes 1945 et précédentes et dont l'exportation n'était pas encore autorisée à la date du 25-3-1947

Maisons exportatrices de tabacs	Compensations en projet (environ Ltqs.)
Nemplitütün Istanbul	200.000
Abdi Fuad Aka Istanbul	890.000
Ibrahim Tarban Istanbul	290.000
Öztürk Izmir	52.000
Hilmi Selvili Izmir	54.000
Egetütün Izmir	187.000
Utitas Izmir	40.000
Esnaf ve Ahali Bankasi Izmir	356.000
Isbirligi Izmir	226.000
	2.295.000

Ankara, le 12 avril 1947

Monsieur le Président,

En me référant aux dispositions des Accords Commercial et de Paiement signés en date de ce jour, j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que mon Gouvernement est d'accord que la partie, encore non couverte par des produits italiens, des lots de tabac achetés en Turquie pour être exportés en compensation privée en Italie par l'Administration Autonome Italienne des Monopoles d'Etat, dont les détails sont donnés dans la liste annexée à la présente lettre, puisse être liquidée en marchandises italiennes pendant les six mois qui suivront la date de la mise en vigueur des accords susmentionnés, sous condition d'obtenir conformément au régime général turc en vigueur, le consentement préalable des autorités compétentes turques.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

BURHAN ZIHNI SANUS

Monsieur le Ministre Luigi CORTESE
Président de la Délégation Commerciale Italienne
EN VILLE

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Ankara, le 12 avril 1947

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de Votre lettre en date de ce jour ainsi conçue:

« En me référant aux dispositions des Accords Commercial et de Paiement signés en date de ce jour, j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que mon Gouvernement est d'accord que la partie, encore non couverte par des produits italiens, des lots de tabac achetés en Turquie pour être exportés en compensation privée en Italie par l'Administration Autonome Italienne des Monopoles d'Etat, dont les détails sont donnés dans la liste annexée à la présente lettre, puisse être liquidée en marchandises italiennes pendant les six mois qui suivront la date de la mise en vigueur des accords susmentionnés, sous condition d'obtenir conformément au régime général turc en vigueur, le consentement préalable des autorités compétentes turques.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute consideration ».

J'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que mon Gouvernement est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

LUIGI CORTESE

M. le Prof. BURHAN ZIHNI SANUS
Président de la Délégation Commerciale Turque
EN VILLE

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Accord de paiement entre le Gouvernement italien et le Gouvernement turc

En vue de faciliter les paiements entre l'Italie et la Turquie, le Gouvernement italien et le Gouvernement turc, ont conclu l'Accord suivant:

Article 1er

La contrevaleur des marchandises d'origine turque importées ou à importer en Italie ainsi que les frais accessoires y afférents se régleront en devises libres conformément au régime général en vigueur en Italie.

Article 2

La contrevaleur des marchandises d'origine italienne importées ou à importer en Turquie ainsi que les frais accessoires y afférents se régleront en devises libres, conformément au régime général en vigueur en Turquie.

Article 3

Les transactions approuvées pendant la validité du présent Accord par les autorités compétentes des deux Pays et non achevées à l'expiration de celui-ci seront liquidées conformément aux dispositions du présent Accord.

Article 4

Le présent Accord entrera en vigueur le même jour et aura la même durée de validité que l'Accord Commercial signé en date de ce jour.

Fait en deux exemplaires en français à Ankara, le 12 avril 1947.

Pour le Gouvernement turc:
BURHAN ZIHNI SANUS

Pour le Gouvernement italien:
LUIGI CORTESE

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Ankara, le 12 avril 1947

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que mon Gouvernement est d'accord que le solde qui subsisterait au compte « A » ouvert auprès de la Banque Centrale de la République de Turquie au nom de l'« Ufficio Italiano dei Cambi » suivant les dispositions de l'Accord de Paiement italo-turc du 15 octobre 1938 soit mis, sur requête de l'« Ufficio Italiano dei Cambi », à la disposition de l'Ambassade d'Italie à Ankara.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

LUIGI CORTESE

M. le Prof. BURHAN ZIHNI SANUS
Président de la Délégation Commerciale Turque
EN VILLE

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Ankara, le 12 avril 1947

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de Votre lettre en date de ce jour ainsi conçue:

« J'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que mon Gouvernement est d'accord que le solde qui subsisterait au compte « A » ouvert auprès de la Banque Centrale de la République de Turquie au nom de l'« Ufficio Italiano dei Cambi » suivant les dispositions de l'Accord de Paiement italo-turc du 15 octobre 1938 soit mis, sur requête de l'« Ufficio Italiano dei Cambi », à la disposition de l'Ambassade d'Italie à Ankara.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération ».

J'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que mon Gouvernement est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

BURHAN ZIHNI SANUS

Monsieur le Ministre Luigi CORTESE
Président de la Délégation Commerciale Italienne
EN VILLE

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DECRETO LEGISLATIVO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 24 dicembre 1947, n. 1658.

Autorizzazione all'Istituto per la Ricostruzione Industriale (I.R.I.) ad emettere n. 500.000 obbligazioni « Serie speciale gestione I.R.I. - Ferro ».

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Visto il regio decreto-legge 23 gennaio 1933, n. 5, convertito nella legge 3 maggio 1933, n. 512;

Visto il regio decreto-legge 24 giugno 1937, n. 905, convertito nella legge 25 aprile 1938, n. 637;

Visto il regio decreto-legge 24 giugno 1937, n. 906, convertito nella legge 30 dicembre 1937, n. 2538;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 5 marzo 1946, n. 86;

Visto il decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;

Vista la deliberazione del Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, di concerto con i Ministri per il bilancio, per il tesoro, per le finanze e per l'industria e commercio;

HA SANZIONATO E PROMULGA:

Art. 1.

L'Istituto per la Ricostruzione Industriale (I.R.I.), in deroga a quanto stabilito nell'art. 5 del regio decreto-legge 24 giugno 1937, n. 905, convertito nella legge 25 aprile 1938, n. 637, e nell'art. 4 dello statuto dell'Istituto medesimo, approvato con decreto del Capo del Governo 31 dicembre 1937 (*Gazzetta Ufficiale* 25 gennaio 1938, n. 19) e ad integrazione di quanto è disposto dall'art. 2 del regio decreto-legge 24 giugno 1937, n. 906, è autorizzato ad emettere, in corrispondenza di altrettante azioni della « Società finanziaria

siderurgica » dall'Istituto possedute e che da esso saranno al fine stesso costituite in gestione speciale, n. 500.000 obbligazioni « Serie speciale gestione I.R.I. Ferro » di durata non superiore a 20 anni e, comunque, non eccedente quella della Società finanziaria siderurgica « Finsider » per azioni — portanti agevolazioni e concessioni ed aventi caratteristiche, condizioni, modi, termini, scadenza e convertibilità anche in azioni di categoria *A*, in tutto uguali a quelli delle obbligazioni emesse — in applicazione dell'art. 2 del regio decreto-legge 24 giugno 1937, n. 906, su deliberazione del Consiglio di amministrazione dell'I.R.I. del 30 giugno 1937, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 152 del 3 luglio 1937.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma, addì 24 dicembre 1947

DE NICOLA

DE GASPERI — EINAUDI — DEL VECCHIO — PELLA — TREMELLONI

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 10 febbraio 1948
Atti del Governo, registro n. 17, *foglio n.* 58. — FRASCA

DECRETO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 29 dicembre 1947, n. 1659.

Autorizzazione alla Camera di commercio, industria ed agricoltura di Vicenza a permutare l'area occorrente alla costruzione della nuova sede camerale.

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Visto il regio decreto 20 settembre 1934, n. 2011, che approva il testo unico delle leggi sui Consigli e sugli Uffici provinciali dell'economia, modificato con il regio decreto-legge 3 settembre 1936, n. 1900, convertito nella legge 3 giugno 1937, n. 1000, e con regio decreto-legge 28 aprile 1937, n. 524, convertito nella legge 7 giugno 1937, n. 1387;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 settembre 1944, n. 315, sulla soppressione dei Consigli e degli Uffici provinciali dell'economia e la ricostituzione delle Camere di commercio, industria ed agricoltura, nonchè degli Uffici provinciali del commercio e dell'industria;

Vista la legge 5 giugno 1850, n. 1037, ed il regio decreto 26 giugno 1864, n. 1817;

Vista la deliberazione n. 306 del 30 luglio 1947 della Camera di commercio, industria ed agricoltura di Vicenza, con la quale è stata disposta la permuta dell'area di proprietà camerale con quella dei fratelli Tecchio, necessaria per la costruzione della nuova sede camerale;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro per l'industria e commercio;

Decreta:

Articolo unico.

La Camera di commercio, industria ed agricoltura di Vicenza è autorizzata ad effettuare la permuta del terreno di proprietà camerale di mq. 741 con quella dei fratelli Tecchio di mq. 1070, alle condizioni stabilite con la deliberazione n. 306 del 30 luglio 1947 della Camera stessa.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 29 dicembre 1947

DE NICOLA

TREMELLONI

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 febbraio 1948
Atti del Governo, registro n. 17, *foglio n.* 89. — FRASCA

DECRETO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 30 dicembre 1947, n. 1660.

Approvazione del nuovo statuto della Fondazione « Casa dello studente » con sede in Padova.

N. 1660. Decreto del Capo provvisorio dello Stato 30 dicembre 1947, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, viene approvato il nuovo statuto della Fondazione « Casa dello studente » con sede in Padova e viene abrogato quello approvato con regio decreto 14 febbraio 1938, n. 315.

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 3 febbraio 1948

DECRETO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 30 dicembre 1947, n. 1661.

Autorizzazione al Ministro per la pubblica istruzione ad accettare una donazione disposta a favore dello Stato per il Museo nazionale « G. A. Sanna » di Sassari.

N. 1661. Decreto del Capo provvisorio dello Stato 30 dicembre 1947, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, viene autorizzata l'accettazione di una donazione fatta allo Stato dal commendatore Gavino Clemente, per il Museo nazionale « G. A. Sanna » di Sassari.

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 3 febbraio 1948

DECRETO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 30 dicembre 1947, n. 1662.

Autorizzazione all'Istituto dei ciechi « I. Florio F. ed A. Salamone » di Palermo ad accettare una donazione.

N. 1662. Decreto del Capo provvisorio dello Stato 30 dicembre 1947, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, l'Istituto dei ciechi « I. Florio F. ed A. Salamone » di Palermo viene autorizzato ad accettare una donazione consistente in buoni del Tesoro 4 % al portatore per il complessivo importo di L. 100.000 (centomila) disposta in suo favore dal sig. barone Girolamo Fatta fu Enrico.

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 3 febbraio 1948

DECRETO LEGISLATIVO 22 gennaio 1948, n. 44.
Miglioramenti economici al clero congruato.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 4 del decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151, con le modificazioni ad esso apportate dall'art. 3, comma primo, del decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;
Viste le disposizioni transitorie I e XV della Costituzione;
Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;
Sulla proposta del Ministro per l'interno, di concerto col Ministro per il tesoro;

PROMULGA

il seguente decreto legislativo, approvato dal Consiglio dei Ministri con deliberazione del 6 dicembre 1947:

Art. 1.

A decorrere dal 1° luglio 1947, sulle misure dei limiti di congrua attualmente spettanti al clero in virtù delle disposizioni contenute nel regio decreto 29 gennaio 1931, n. 227, e nei decreti legislativi 22 marzo 1945, n. 213 e 1° aprile 1947, n. 272, viene concesso un aumento temporaneo del 40 %.

Lo stesso aumento compete, con la medesima decorrenza, sulla attuale misura degli altri assegni fissi e di quelli in compenso delle spese di culto, previsti dal regio decreto 29 gennaio 1931, n. 227, nonchè degli assegni spettanti agli ecclesiastici in attività di servizio contemplati dall'art. 24, comma 2°, della legge 27 maggio 1929, n. 848.

Art. 2.

Con decreto del Ministro per il tesoro saranno apportate le conseguenti variazioni ai bilanci del Fondo per il culto, e del Fondo di beneficenza e di religione per la città di Roma, nonchè al bilancio del Ministero del tesoro.

Il presente decreto entra in vigore nel giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma, addì 22 gennaio 1948

DE NICOLA

DE GASPERI — SCELBA — DEL VECCHIO

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 febbraio 1948
Atti del Governo, registro n. 17, foglio n. 90. — FRASCA

DECRETO LEGISLATIVO 20 gennaio 1948, n. 45.
Organici provvisori degli ufficiali dell'Esercito.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 4 del decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151, con le modificazioni ad esso apportate dall'art. 3, comma primo, del decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;
Viste le disposizioni transitorie I e XV della Costituzione;
Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;
Sulla proposta del Ministro per la difesa, di concerto con il Ministro per il tesoro;

PROMULGA

il seguente decreto legislativo, approvato dal Consiglio dei Ministri con deliberazione del 15 novembre 1947:

Art. 1.

Nell'attesa che venga stabilito il nuovo ordinamento definitivo dell'Esercito, gli organici degli ufficiali delle Armi e Servizi dell'esercito sono transitoriamente fissati come segue:

generali di corpo d'armata 17
generali di divisione 24
generali di divisione dei carabinieri . . 3
generali di brigata 77
generali di brigata dei carabinieri . . . 6
maggiori generali del Servizio automobilistico 1
maggiori generali del Servizio tecnico di artiglieria 1
maggiori generali del Servizio tecnico della motorizzazione 1
maggiori generali medici 3
maggiori generali commissari 1

ARMI E SERVIZI	Colonnelli	Tenenti Colonnelli	Maggiori	Capitani	Subalterni
Carabinieri	24	91	140	496	627
Fanteria	195	510	874	1.748	1.835
Cavalleria	13	23	39	78	82
Artiglieria	100	261	446	892	937
Genio	40	104	178	356	374
Servizio automobilistico . . .	14	51	94	188	197
Servizio sanitario (uff. medici)	28	84	168	336	235
Servizio sanitario (uff. chimici farmacisti)	1	7	21	42	29
Servizio di commissariato (uff. commissari)	10	30	60	120	84
Servizi di commissariato (uff. di sussistenza)	—	12	24	92	97
Servizio di amministrazione .	10	39	117	234	245
Servizio veterinario	1	6	18	36	25

Gli ufficiali superiori ed inferiori del Servizio tecnico di artiglieria e del Servizio tecnico della motorizzazione sono compresi negli organici degli ufficiali dell'Arma o Servizio di provenienza.

Il loro numero è fissato come appresso:

Servizio tecnico di artiglieria:
colonnelli 6
tenenti colonnelli, maggiori e capitani . 54

Servizio tecnico della motorizzazione:
colonnelli 3
tenenti colonnelli, maggiori e capitani . 33

Nei ruoli pertanto, delle Armi di fanteria, cavalleria ed artiglieria, e del Servizio automobilistico, il numero degli ufficiali di cui agli organici sopra indicati è diminuito, di volta in volta, di altrettante unità, quanti

sono gli ufficiali del Servizio tecnico di artiglieria o del Servizio tecnico della motorizzazione dello stesso grado provenienti dalla stessa Arma o Servizio.

Art. 2.

Le vacanze che semestralmente si verificano nel ruolo unico dei generali di brigata, stabilite dall'art. 1, saranno colmate con aliquote proporzionali al numero organico dei colonnelli dei ruoli delle Armi di fanteria, cavalleria, artiglieria e genio, trascurando le parti frazionarie.

Tali parti frazionarie serviranno a comporre le unità complementari occorrenti per coprire le vacanze organiche verificatesi durante il semestre, che il Ministro ripartirà con propria determinazione, allo scopo di assicurare l'equiparazione della carriera dei colonnelli delle varie Armi sulla base della rispettiva anzianità di spalline.

Art. 3.

Salvo quanto disposto nei successivi articoli 9, 13, 14 e 15 sono soppressi:

a) il ruolo degli ufficiali del Servizio tecnico del genio, istituito con la legge 9 maggio 1940, n. 370, e successive modificazioni;

b) i ruoli di mobilitazione degli ufficiali dell'Arma dei carabinieri, di fanteria, di cavalleria, di artiglieria, del genio e del Servizio automobilistico, istituiti con la legge 7 giugno 1934, n. 899, e successive modificazioni;

c) il ruolo degli ufficiali del Servizio dei centri rifornimento quadrupedi, istituito con la legge 9 maggio 1940, n. 370;

d) il ruolo degli ufficiali del Servizio geografico, istituito con il regio decreto-legge 27 dicembre 1935, n. 2171;

e) il ruolo transitorio per i Servizi del comitato per la mobilitazione civile e degli osservatori industriali, istituito con la legge 7 giugno 1934, n. 899;

f) i ruoli degli ufficiali maestri direttori di banda e degli ufficiali maestri di scherma, di cui agli articoli 35 e 49 della legge 9 maggio 1940, n. 368, sull'ordinamento dell'Esercito;

g) i ruoli degli ufficiali inferiori delle Armi di fanteria, cavalleria, artiglieria e genio con carriera limitata fino al grado di capitano, istituiti con il regio decreto-legge 6 luglio 1938, n. 1166;

h) i ruoli degli ufficiali mutilati ed invalidi di guerra riassunti in servizio di cui agli articoli del capo IV titolo IX, della legge 9 maggio 1940, n. 369, e successive modificazioni ed all'art. 38 del regolamento per l'esecuzione della legge 9 maggio 1940, n. 370, sull'avanzamento degli ufficiali dell'Esercito.

Art. 4.

Gli ufficiali appartenenti ai ruoli di cui al precedente art. 3, lettere *b*), *c*), *e*), *f*) limitatamente ai maestri direttori di banda, ed *h*) — compresi gli ufficiali riassunti per conto di altre Amministrazioni dello Stato diverse da quella della guerra — sono collocati nella riserva.

Art. 5.

Gli ufficiali generali e superiori collocati nella riserva a norma del precedente articolo si considerano cessati dal servizio permanente in applicazione del regio decreto legislativo 14 maggio 1946, n. 384, e ad essi compete il trattamento economico stabilito dal decreto stesso. Coloro che appartengono ai ruoli ed ai gradi previsti dal decreto del Capo provvisorio dello Stato 15 novembre 1946, n. 377, sono computati nelle aliquote degli ufficiali da collocare nella riserva fissate nel decreto stesso.

Gli ufficiali inferiori collocati nella riserva a norma del precedente articolo si considerano parimenti cessati dal servizio permanente in applicazione delle disposizioni contenute nel citato regio decreto legislativo 14 maggio 1946, n. 384, e ad essi compete il trattamento economico stabilito dal decreto stesso. Quelli di essi che si trovino nelle condizioni di cui alla lettera *a*) dell'art. 32 della legge 9 maggio 1940, n. 369, liquidano però la indennità per una volta tanto ivi prevista.

Inoltre è ad essi accordato per un periodo di due anni un assegno mensile pari al trattamento loro spettante nel servizio permanente a titolo di stipendio, indennità militare e indennità carovita. A tal fine, lo stipendio e l'indennità militare si considerano nella misura in vigore all'atto del collocamento nella riserva, mentre per l'indennità di carovita si terrà conto delle successive variazioni dipendenti dal costo della vita.

Gli ufficiali che lasceranno il servizio per soppressione dei ruoli, pretermessi all'avanzamento, continueranno nella posizione di servizio permanente fino alla definizione della posizione di avanzamento e sono computati nelle 800 unità di cui al successivo art. 16.

Art. 6.

Il ruolo del Corpo automobilistico istituito con il regio decreto-legge 27 dicembre 1935, n. 2171, e successive modificazioni, è soppresso e gli ufficiali ad esso appartenenti sono iscritti, col loro grado e nell'ordine di anzianità assoluta e relativa posseduta, in un ruolo del Servizio automobilistico.

Agli ufficiali del Servizio automobilistico si applicano, per quanto concerne l'avanzamento, le disposizioni già vigenti per gli ufficiali del soppresso Corpo automobilistico. Per quanto riflette lo stato, si applicano le disposizioni vigenti per gli ufficiali appartenenti ai ruoli dei servizi.

In tutte le disposizioni di legge e in tutti i provvedimenti riflettenti i singoli ufficiali, effettuati a partire dal 1° luglio 1947 in applicazione di dette disposizioni, ovunque si fa cenno alla denominazione « Corpo automobilistico » la denominazione stessa è sostituita dall'altra « Servizio automobilistico ».

Per la liquidazione delle pensioni normali agli ufficiali del ruolo del Servizio automobilistico si applicano le aliquote stabilite per i ruoli dei servizi dalla tabella *A* allegata al decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 13 agosto 1947, n. 833.

Art. 7.

Gli ufficiali del ruolo del Servizio tecnico del genio di cui alla lettera *a*) del precedente art. 3, continuano a rimanere nel servizio permanente nel ruolo degli ufficiali dell'Arma del genio, al posto nel quale figurano iscritti, agli effetti dell'avanzamento, ai sensi del penultimo comma dell'art. 5 della legge 9 maggio 1940, n. 370.

Essi sono compresi negli organici degli ufficiali dell'Arma del genio.

Art. 8.

Per lo stato e l'avanzamento degli ufficiali del Servizio tecnico d'artiglieria e del Servizio tecnico della motorizzazione, continuano ad applicarsi le disposizioni vigenti, salvo quanto appresso.

L'ufficiale non può essere promosso se non esiste la vacanza nel grado superiore.

Per la promozione dei colonnelli e dei tenenti colonnelli occorre altresì la disponibilità nelle cariche devolute ai gradi superiori nei limiti dei posti fissati dal precedente art. 1.

Quando, verificandosi il turno di promozione di un colonnello o di un tenente colonnello, non vi sia disponibilità di carica nel grado superiore, la promozione rimarrà sospesa fino a quando non sarà possibile farvi luogo col verificarsi della disponibilità della carica.

All'ufficiale però, durante la sospensione della promozione, saranno applicati i limiti di età del grado al quale avrebbe dovuto essere promosso e, all'atto della promozione, gli sarà conferita l'anzianità — ai soli effetti giuridici — che gli sarebbe spettata se la promozione non fosse rimasta sospesa.

Verificandosi, invece, la disponibilità di una carica, devoluta al grado superiore, a coprire la quale il colonnello o il tenente colonnello non possa essere promosso perchè non ancora in turno di avanzamento, la carica stessa potrà essere conferita per incarico.

Art. 9.

E' conservato il posto di ufficiale maestro direttore di banda dell'Arma dei carabinieri. Esso è compreso negli organici degli ufficiali subalterni o dei capitani dell'Arma, a seconda del grado rivestito dall'ufficiale maestro direttore di banda.

Per il reclutamento, lo stato e l'avanzamento dell'ufficiale maestro direttore di banda dell'Arma dei carabinieri, continuano ad applicarsi le norme vigenti anteriormente alla entrata in vigore del presente decreto.

Art. 10.

Gli ufficiali inferiori delle Armi di fanteria, cavalleria, artiglieria e genio con carriera limitata fino al grado di capitano, appartenenti ai ruoli di cui alla lettera *g*) del precedente art. 3, sono immessi nei ruoli degli ufficiali della rispettiva Arma a carriera normale, ferma per essi restando la limitazione della carriera al grado di capitano.

Essi conservano l'anzianità assoluta e relativa posseduta e prendono posto nel ruolo dopo l'ultimo dei pari grado a carriera normale della stessa anzianità assoluta.

I tenenti che, in base all'anzianità posseduta, vengono a risultare, nel ruolo degli ufficiali a carriera normale, pretermessi all'avanzamento, sono promossi, se prescelti e sempre che esista la vacanza nel grado superiore, con decorrenza — ai soli effetti giuridici — dalla data in cui avrebbero acquisito titolo all'avanzamento, qualora, alla stessa data, avessero appartenuto al ruolo degli ufficiali a carriera normale.

Art. 11.

Con successivo provvedimento da adottarsi previo concerto col Ministero del tesoro saranno emanate le disposizioni relative al ruolo degli ufficiali dei depositi cavalli stalloni ed alla sistemazione di coloro che ad esso appartengono. Fino all'emanazione di tale provvedimento continuano ad applicarsi agli ufficiali anzidetti le disposizioni vigenti.

Disposizioni finali e transitorie.

Art. 12.

Nei confronti degli ufficiali appartenenti al ruolo del Servizio dei centri rifornimento quadrupedi ed al ruolo transitorio per i Servizi del comitato per la mobilitazione civile e degli osservatori industriali è data facoltà al Ministro per la difesa di disporre, su domanda degli interessati, il trasferimento nel ruolo dell'Arma di provenienza anzichè il collocamento nella riserva ai sensi del precedente art. 4, nei limiti dei posti vacanti in quell'ultimo ruolo nel grado corrispondente a quello rivestito dall'ufficiale aspirante al trasferimento.

Le domande dovranno essere presentate entro un mese dalla data di entrata in vigore del presente decreto.

Art. 13.

In deroga al disposto dell'art. 3, sono conservati il ruolo del Servizio geografico ed il ruolo degli ufficiali maestri di scherma fino a quando gli ufficiali che attualmente ne fanno parte non abbiano cessato dal servizio permanente.

Per lo stato e l'avanzamento degli ufficiali di cui al presente articolo continuano ad applicarsi le norme vigenti.

Gli ufficiali appartenenti al Servizio geografico sono compresi nell'organico dell'Arma di provenienza; gli ufficiali maestri di scherma sono compresi nell'organico degli ufficiali subalterni dell'Arma di fanteria.

Art. 14.

In deroga all'art. 4, possono essere trattenuti a domanda, a giudizio insindacabile del Ministro per la difesa, nella posizione di servizio permanente gli ufficiali appartenenti ai ruoli di mobilitazione.

Le domande debbono essere presentate entro un mese dalla data di entrata in vigore del presente decreto.

Il numero degli ufficiali che possono essere trattenuti, ai sensi del presente articolo, nella posizione di servizio permanente, è computato in diminuzione alle ottocento unità di ufficiali che possono essere richiamati in servizio ai sensi dell'art. 16.

Gli ufficiali di cui al presente articolo sono trattenuti nella posizione di servizio permanente fino al compimento del limite di età per gli stessi previsto dalle disposizioni vigenti, salvo che nel frattempo non debbano cessare dal servizio stesso per una delle cause previste dalla legge sullo stato degli ufficiali 9 maggio 1940, n. 369, e successive modificazioni. Durante il periodo di trattenimento nella posizione di servizio permanente non possono però conseguire avanzamento.

Art. 15.

In deroga all'art. 4 sono trattenuti nella posizione di servizio permanente gli ufficiali appartenenti ai ruoli riassunti che ne facciano domanda entro un mese dalla data di entrata in vigore del presente decreto.

Il numero degli ufficiali già riassunti per conto dell'Amministrazione della guerra, trattenuti ai sensi del presente articolo nella posizione di servizio permanente, è computato in diminuzione alle 800 unità di

ufficiali che possono essere richiamati in servizio ai sensi del successivo art. 16.

Gli ufficiali di cui al presente articolo sono trattenuti nella posizione di servizio permanente fino al compimento del limite di età per gli stessi previsto dalle disposizioni vigenti, salvo che nel frattempo non debbano cessare dal servizio stesso per una delle cause previste dalla legge sullo stato degli ufficiali dell'Esercito 9 maggio 1940, n. 369, e successive modificazioni. Durante il periodo di trattenimento nella posizione di servizio permanente possono conseguire promozioni, secondo le disposizioni vigenti, sino al grado di colonnello, rimanendo di conseguenza abrogato l'art. 67 della legge 9 maggio 1940, n. 370, sull'avanzamento degli ufficiali dell'Esercito.

Art. 16.

E' in facoltà del Ministro per la difesa di richiamare in servizio a domanda, gli ufficiali dell'Esercito collocati nella riserva in applicazione del regio decreto legislativo 14 maggio 1946, n. 384, e del presente decreto.

Il numero degli ufficiali che possono essere richiamati in servizio a norma del comma precedente non può superare, complessivamente, per tutti i gradi e per tutte le Armi e Servizi, le 800 unità ed il trattenimento in servizio non può protrarsi oltre il periodo di due anni dalla data di collocamento nella riserva e in ogni caso non oltre il limite di età considerato ai sensi del comma 2° dell'art. 5 del regio decreto legislativo 14 maggio 1946, n. 384.

Art. 17.

In via transitoria a partire dalla data in cui sarà ripresa la formazione dei quadri di avanzamento, non si farà luogo per il conferimento delle promozioni alla formazione delle vacanze di cui all'art. 35 della legge 9 maggio 1940, n. 370, nè di quelle che ai sensi delle norme contenute nelle tabelle annesse alla legge stessa e successive modificazioni, debbono effettuarsi, in alcuni ruoli e gradi, nei confronti degli ufficiali dopo un determinato numero di anni di permanenza nel grado o di carica nel grado.

Le promozioni saranno effettuate solo in base alle vacanze formatesi o che verranno a formarsi nei vari ruoli e gradi per le cause contemplate nell'art. 34 della predetta legge 9 maggio 1940, n. 370, salvo, in ogni caso, quanto disposto dal comma precedente.

Art. 18.

Per l'anno 1947 i quadri annuali e semestrali di avanzamento hanno validità dal 1° luglio al 31 dicembre.

Art. 19.

L'art. 11 del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 378, recante modificazioni alla legge 9 maggio 1940, n. 370, sull'avanzamento degli ufficiali dell'Esercito, è sostituito dal seguente:

« Fino a quando non avranno attuazione gli organici provvisori degli ufficiali dell'Esercito, il Ministro per la difesa può con propria determinazione:

a) non far luogo alla formazione, in tutto o in parte, dei quadri di avanzamento semestrali o annuali;

b) non far luogo, in tutto o in parte, alle promozioni degli ufficiali non ancora effettuate alla data di entrata in vigore del presente decreto.

Quanto il Ministro dispone in base alle facoltà previste nel comma precedente, ha effetto dalla data di entrata in vigore del presente decreto, salvo che nella determinazione ministeriale non sia diversamente stabilito.

Fermo restando quanto disposto nel precedente articolo 9, le vacanze formatesi dopo l'8 settembre 1943 e che verranno a formarsi dopo l'entrata in vigore del presente decreto e non ricoperte con promozioni, per effetto delle disposizioni contenute nei commi precedenti, saranno rinviate al primo giorno dell'anno o del semestre in cui saranno formati i quadri di avanzamento e, se ancora utili per l'avanzamento, in rapporto ai predetti organici provvisori, saranno ricoperte con promozioni decorrenti, ai soli effetti giuridici, da quest'ultima data. Gli effetti economici di dette promozioni saranno determinati ai sensi dell'art. 16 del testo unico delle disposizioni concernenti gli stipendi e gli assegni fissi per l'Esercito, approvato con regio decreto 31 dicembre 1928, n. 3458 ».

Art. 20.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana ed ha effetto dal 30 giugno 1947, salvo il disposto dell'art. 19 che ha effetto dal 23 dicembre 1944.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma, addì 20 gennaio 1948

DE NICOLA

DE GASPERI — FACCHINETTI — DEL VECCHIO

Visto, *il guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 16 febbraio 1948
Atti del Governo, registro n. 17, foglio n. 92. — FRASCA

DECRETO LEGISLATIVO 23 gennaio 1948, n. 46.

Modificazione delle norme che regolano la composizione degli organi dell'Ente nazionale di previdenza e di assistenza per i dipendenti statali.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 4 del decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151, con le modificazioni ad esso apportate dall'art. 3, comma primo, del decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;

Viste le disposizioni transitorie I e XV della Costituzione;

Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;

Sulla proposta del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale e del Ministro per il tesoro;

PROMULGA

il seguente decreto legislativo, approvato dal Consiglio dei Ministri con deliberazione del 10 gennaio 1948:

Art. 1.

Gli articoli 20, 21, 22 e 23 della legge 19 gennaio 1942, n. 22, sono sostituiti rispettivamente dai seguenti:

Art. 20. — Il presidente è nominato con decreto del Capo dello Stato su proposta del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale e del Ministro per il tesoro; dura in carica tre anni e può essere confermato.

Il presidente ha la legale rappresentanza dell'Ente.

Art. 21. — Il Consiglio di amministrazione è nominato con decreto del Capo dello Stato su proposta dei Ministri per il lavoro e la presidenza sociale e per il tesoro ed è composto, oltre che dal presidente, dai seguenti membri:

a) da un funzionario designato dalla Presidenza del Consiglio dei Ministri;

b) da due funzionari designati dal Ministro per il lavoro e la previdenza sociale;

c) da due funzionari designati dal Ministro per il tesoro;

d) da un rappresentante dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

e) da otto iscritti all'Ente, in rappresentanza della categoria, scelti tra i designati dalle organizzazioni sindacali a carattere nazionale dei dipendenti dello Stato e, in mancanza di tali designazioni, dal Ministro per il lavoro e la previdenza sociale;

f) da un rappresentante del personale dell'Ente designato dal personale stesso.

Il Consiglio di amministrazione nomina nel suo seno un vice presidente da scegliersi tra i membri di cui alla precedente lettera *e*).

I membri del Consiglio di amministrazione durano in carica tre anni e possono essere confermati.

Art. 22. — Il Comitato esecutivo è composto:

1) dal presidente;

2) dal vice presidente;

3) da uno dei consiglieri di cui alla lettera *b*) dell'art. 21;

4) da uno dei consiglieri di cui alla lettera *c*) dell'articolo predetto;

5) da quattro membri scelti dal Consiglio di amministrazione fra i consiglieri di cui alla lettera *e*) dell'articolo predetto;

6) dal consigliere di cui alla lettera *a*) dell'articolo predetto.

Art. 23. — Presso l'Ente è costituito un Collegio sindacale composto:

a) da un magistrato della Corte dei conti, designato dal presidente della Corte stessa con funzioni di presidente;

b) da un funzionario designato dalla Presidenza del Consiglio dei Ministri;

c) da un funzionario designato dal Ministro per il lavoro e la previdenza sociale;

d) da un funzionario designato dal Ministro per il tesoro;

e) da due iscritti all'Ente, in rappresentanza della categoria scelti tra i designati dalle organizzazioni sindacali a carattere nazionale dei dipendenti dello Stato, o, in mancanza di tale designazione, dal Ministro per il lavoro e la previdenza sociale.

Per ciascuno dei predetti componenti del Collegio sindacale è nominato un supplente.

Il Collegio dei sindaci è nominato con decreto dei Ministri per il lavoro e la previdenza sociale e per il tesoro ed i suoi componenti durano in carica tre anni e possono essere confermati.

I sindaci intervengono alle riunioni del Consiglio di amministrazione e del Comitato esecutivo ed esercitano le loro funzioni secondo le norme contenute negli articoli 2403 e seguenti del Codice civile, in quanto applicabili.

Art. 2.

Il direttore generale dell'Ente è nominato con decreto del Capo dello Stato, su proposta del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, di concerto con il Ministro per il tesoro, sentito il Consiglio di amministrazione, anche per chiamata diretta e fra estranei al personale dell'Ente.

Egli è capo di tutti i servizi centrali e periferici dell'Ente ed esercita tutte le attribuzioni conferitegli dalla legge, dai regolamenti, dal presidente, dal Consiglio di amministrazione e dal Comitato esecutivo.

Il direttore generale riferisce annualmente in sede di consuntivo sull'andamento della gestione dell'Ente.

Art. 3.

Sono abrogate tutte le norme non compatibili con quelle del presente decreto o comunque da queste diverse.

Art. 4.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma, addì 23 gennaio 1948

DE NICOLA

DE GASPERI — FANFANI — DEL VECCHIO

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti il 13 febbraio 1948
Atti del Governo, registro n. 17, foglio n. 88. — FRASCA

DECRETO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 16 novembre 1947.

Nomina dei componenti del Consiglio provinciale di sanità di Parma.

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Visto l'art. 17 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto il decreto legislativo 30 giugno 1947, n. 613;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Primo Ministro Segretario di Stato;

Decreta:

Sono nominati componenti del Consiglio provinciale di sanità di Parma, pel triennio 1948-1950, i signori:

Bufano prof. Michele, medico chirurgo;
Marginesu prof. Pasquale, medico chirurgo;
Laurinsich prof. Alessandro, pediatra;

Menoni avv. Giorgio, esperto in materie amministrative;

Savazzini prof. Giovanni, esperto in scienze agrarie.

Il presente decreto sarà presentato alla registrazione della Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Dato a Roma, addì 16 novembre 1947

DE NICOLA

DE GASPERI

Registrato alla Corte dei conti, addì 18 dicembre 1947
Registro Presidenza n. 12, foglio n. 186.

(608)

DECRETO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 16 novembre 1947.

Nomina dei componenti del Consiglio provinciale di sanità di Ancona.

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Visto l'art. 17 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto il decreto legislativo 30 giugno 1947, n. 613;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Primo Ministro Segretario di Stato;

Decreta:

Sono nominati componenti del Consiglio provinciale di sanità di Ancona, pel triennio 1948-1950, i signori:

Patrignani prof. Franco, medico chirurgo;

Fioretti prof. Ferruccio, medico chirurgo;

Fuà prof. Riccardo, pediatra;

Barsanti avv. Alberto, esperto in materie amministrative;

Ciaffi prof. Bruno, esperto in scienze agrarie.

Il presente decreto sarà presentato alla registrazione della Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Dato a Roma, addì 16 novembre 1947

DE NICOLA

DE GASPERI

Registrato alla Corte dei conti, addì 18 dicembre 1947
Registro Presidenza n. 12, foglio n. 197. — FERRARI

(609)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 31 dicembre 1947.

Sostituzione di un membro permanente della Commissione centrale per l'avventiziato.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI
IL MINISTRO PER IL TESORO
ED IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il proprio decreto in data 20 novembre 1947, relativo alla costituzione della Commissione centrale per l'avventiziato;

Considerato che il membro permanente della Commissione stessa dott. Arrigo Lanzara, consigliere di Corte di appello in servizio presso la Presidenza del Consiglio dei Ministri, ha fatto presente l'impossibilità, a causa dei doveri del suo ufficio, di poter dedicare ulteriormente la sua attività ai lavori della Commissione, e che occorre pertanto procedere alla di lui sostituzione;

Visto l'art. 13 del decreto legislativo 4 aprile 1947, n. 207, concernente il trattamento giuridico ed economico del personale civile non di ruolo in servizio nelle Amministrazioni dello Stato;

Decretano:

Il dott. Francesco Caccioppoli, ispettore generale del Ministero dell'industria e commercio, in servizio presso la Presidenza del Consiglio dei Ministri, è nominato membro permanente della Commissione centrale per l'avventiziato prevista dall'art. 13 del decreto legislativo 4 aprile 1947, n. 207, in sostituzione del consigliere di Corte di appello dott. Arrigo Lanzara.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 31 dicembre 1947

Il Presidente del Consiglio dei Ministri
DE GASPERI

Il Ministro per il tesoro
DEL VECCHIO

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
FANFANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 gennaio 1948
Registro Presidenza n. 13, foglio n. 169. — FERRARI

(618)

DECRETO MINISTERIALE 4 febbraio 1948.

Approvazione del quattordicesimo elenco dei Comuni danneggiati dalla guerra.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto l'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 1° marzo 1945, n. 154;

Decreta:

Articolo unico.

E' approvato, come appresso, il quattordicesimo elenco dei Comuni danneggiati dalla guerra che dovranno, nel termine di tre mesi dalla relativa notificazione, adottare un piano di ricostruzione dei rispettivi abitati, ai sensi e per gli effetti delle disposizioni contenute nel citato decreto legislativo luogotenenziale:

Provincia di Aquila: Rivisondoli (capoluogo);

Provincia di Caserta: Pietravairano (capoluogo);

Provincia di Firenze: Firenze (oltre alla zona del capoluogo già inclusa nel tredicesimo elenco, approvato con decreto Ministeriale 5 agosto 1947, n. 3111, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 188 del 19 agosto 1947, il piano parziale di ricostruzione è esteso alla frazione Settignano, limitatamente alla zona delimitata con linea azzurra nella planimetria 1:1000, compilata a cura del comune di Firenze e vistata agli effetti del presente decreto);

Provincia di Messina: Patti (piano esteso a tutto il capoluogo oltre le zone già incluse nell'ottavo elenco, approvato con decreto Ministeriale 11 settembre 1946, n. 1423, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 218 del 26 settembre 1946);

Provincia di Vicenza: Bassano del Grappa (capoluogo);

Provincia di Viterbo: Capranica (capoluogo e scalo ferroviario).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 4 febbraio 1948

Il Ministro: TUPINI

(620)

DECRETO MINISTERIALE 5 febbraio 1948.

Sostituzione del commissario del Consorzio agrario provinciale di Taranto.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Vista la legge 18 maggio 1942, n. 566, sul riordinamento degli Enti economici dell'agricoltura e dei Consorzi agrari;

Visto il decreto Ministeriale 28 dicembre 1942, col quale è stato approvato lo statuto tipo dei Consorzi agrari provinciali;

Visto il decreto Ministeriale in data 16 aprile 1947, col quale il dott. Nicola Scardino è stato nominato commissario del Consorzio agrario provinciale di Taranto;

Ritenuta l'opportunità di affidare tale incarico al dott. Aurelio Svelto;

Decreta:

Il dott. Aurelio Svelto è nominato commissario del Consorzio agrario provinciale di Taranto, in sostituzione del dott. Nicola Scardino.

Roma, addì 5 febbraio 1948

Il Ministro: SEGNI

(640)

ORDINANZA DELL'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA PUBBLICA 7 febbraio 1948.

Sottoposizione alla disinsettazione di tutte le navi nazionali provenienti dai porti nazionali od esteri che approdino in quelli della Sardegna (Ordinanza di sanità marittima n. 3 del 1948).

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il regolamento di sanità marittima, approvato con regio decreto 29 settembre 1895, n. 636, e successive modificazioni;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale del 31 luglio 1945, n. 496;

Visto il piano di disanofelizzazione presentato dall'Ente Regionale per la Lotta Antianofelica in Sardegna (E.R.L.A.A.S.) sotto gli auspici della Fondazione Rockefeller, ai fini della lotta malarica integrale nell'ambito territoriale della Sardegna;

Considerata l'opportunità di evitare l'importazione di zanzare a mezzo di navi in Sardegna al fine di non compromettere l'esito della lotta suddetta;

Ordina:

Art. 1.

Tutte le navi nazionali che approdino nei porti della Sardegna, provenienti da porti nazionali od esteri, sono soggette alla disinsettazione, con le modalità appresso indicate, salvo che dai documenti di bordo e dai certificati ufficiali non risulti che la detta disinsettazione sia stata eseguita, con la tecnica prescritta, da non oltre sei mesi.

Art. 2.

La disinsettazione verrà eseguita subito dopo l'ormeggio della nave e prima che ad essa venga concessa la libera pratica, dagli incaricati dell'E.R.L.A.A.S. a mezzo di applicazioni a tutte le superfici delle pareti interne della nave (esclusi i pavimenti) di diclodifeniltricloroetano (D.D.T.) o altro similare ed equivalente insetticida diluito in petrolio, nelle proporzioni corrispondenti a grammi due per metro quadrato di superficie da disinsettare. Le spese relative alla disanofelizzazione, eseguita con le modalità sopra descritte, faranno carico all'E.R.L.A.A.S.

Art. 3.

I comandanti e gli equipaggi delle navi sono tenuti ad agevolare, nei limiti delle rispettive competenze, la esecuzione delle operazioni di disinsettazione suddette.

Art. 4.

Dalle operazioni di disanofelizzazione praticate si farà annotazione nei documenti di bordo: a cura del medico di porto, di concerto coll'E.R.L.A.A.S., verranno rilasciati gratuitamente ai comandanti delle navi disinsettate i certificati ufficiali attestanti le operazioni compiute, la data e le modalità relative.

Art. 5.

I Prefetti della Sardegna, a mezzo degli Uffici di sanità marittima con il concorso delle Capitanerie ed Uffici di porto, sono incaricati della esecuzione della presente ordinanza che sarà pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* ed andrà in vigore il giorno della pubblicazione.

Roma, addì 7 febbraio 1948

L'Alto Commissario: PERROTTI

(704)

ORDINANZA DELL'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA PUBBLICA 7 febbraio 1948.

Sottoposizione alla disinsettazione di tutti gli aeromobili nazionali provenienti da aeroporti od idroscali nazionali od esteri che atterrino od ammarino in quelli della Sardegna (Ordinanza di sanità aerea n. 3-A del 1948).

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regolamento per la polizia sanitaria della aeronavigazione, approvato con regio decreto 2 maggio 1940, n. 1045;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale del 31 luglio 1945, n. 496;

Visto il piano di disanofelizzazione presentato dall'Ente Regionale per la Lotta Antianofelica in Sardegna (E.R.L.A.A.S.) sotto gli auspici della Fondazione Rockefeller, ai fini della lotta malarica integrale nell'ambito territoriale della Sardegna;

Considerata l'opportunità di evitare l'importazione di zanzare a mezzo di aeromobili in Sardegna al fine di non compromettere l'esito della lotta suddetta;

Ordina:

Art. 1.

Tutti gli aeromobili nazionali che atterrino od ammarino negli aeroporti od idroscali della Sardegna, provenienti da aeroporti od idroscali nazionali od esteri, sono soggetti alla disinsettazione, con le modalità appresso indicate, salvo che dai documenti di bordo e dai certificati ufficiali non risulti che la detta disinsettazione sia stata eseguita, con la tecnica prescritta, da non oltre sei mesi.

Art. 2.

La disinsettazione verrà eseguita subito dopo l'atterraggio o l'ammaraggio dell'aeromobile e lo sbarco dei passeggeri, dagli incaricati dell'E.R.L.A.A.S. a mezzo di applicazione a tutte le superfici delle pareti interne dell'aeromobile (esclusi i pavimenti) di diclorodifeniltricloetano (D.D.T.) o altro similare ed equivalente insetticida diluito in petrolio, nelle proporzioni corrispondenti a grammi due per metro quadrato di superficie da disinsettare. Le spese relative alla disanofelizzazione, eseguita con le modalità sopra descritte, faranno carico all'E.R.L.A.A.S.

Art. 3.

I comandanti e gli equipaggi degli aeromobili sono tenuti ad agevolare, nei limiti delle rispettive competenze, la esecuzione delle operazioni di disinsettazione suddette.

Art. 4.

Delle operazioni di disanofelizzazione praticate si farà annotazione nei documenti di bordo: a cura del medico di aeroporto o di idroscalo, di concerto coll'E.R.L.A.A.S., verranno rilasciati gratuitamente ai comandanti degli aeromobili disinsettati i certificati ufficiali attestanti le operazioni compiute, la data e le modalità relative.

Art. 5.

I Prefetti della Sardegna, a mezzo degli Uffici di sanità aerea e degli Uffici sanitari provinciali con il concorso dei Comandi di aeroporto e di idroscalo, sono incaricati della esecuzione della presente ordinanza che sarà pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* ed andrà in vigore il giorno della pubblicazione.

Roma, addì 7 febbraio 1948

L'Alto Commissario: PERROTTI

(705)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Orsogna ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 6 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 206, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Orsogna (Chieti), di un mutuo di L. 2.360.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, a fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(583)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Francavilla a Mare ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947.

Con decreto interministeriale in data 29 ottobre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 176, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Francavilla a Mare (Chieti), di un mutuo di L. 210.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(584)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Lanciano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 27 ottobre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 208, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Lanciano (Chieti), di un mutuo di L. 2.370.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(585)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Voghera ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 22 settembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 7 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 10, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Voghera (Pavia), di un mutuo di L. 900.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(586)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Marcianise ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 31 ottobre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 209, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Marcianise (Caserta), di un mutuo di L. 2.600.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(587)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Casola Valsenio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947.

Con decreto interministeriale in data 21 ottobre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 192, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Casola Valsenio (Ravenna), di un mutuo di L. 1.232.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(588)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Loreto ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 3 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 182, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Loreto (Ancona), di un mutuo di L. 1.348.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(589)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Fabriano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 27 ottobre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 183, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Fabriano (Ancona), di un mutuo di L. 1.680.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(590)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Casacalenda ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947.

Con decreto interministeriale in data 8 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 205, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Casacalenda (Campobasso), di un mutuo di L. 542.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(591)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Guglionesi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 3 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 204, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Guglionesi (Campobasso) di un mutuo di L. 680.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(592)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Erba ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 7 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 175, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Erba (Como), di un mutuo di L. 990.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(593)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevute di titoli del Debito pubblico

(1ª *pubblicazione*). Elenco n. 44.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di Debito pubblico presentati per operazioni.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 77 — Data: 20 gennaio 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Parma — Intestazione: Mazzieri Niso fu Attilio — Titoli del Debito pubblico: Rendita 5 %, nominativi, 5 — Rendita: L. 2450.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 252 — Data: 5 febbraio 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Alessandria — Intestazione: Buzzi Langhi Maddalena fu Giuseppe — Titoli del Debito pubblico: Rendita 5 %, nominativi, 1 — Rendita: L. 140.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 62 — Data: 29 ottobre 1946 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Matera — Intestazione: Petrilli Giuseppe fu Giovanni — Titoli del Debito pubblico: Rendita 5 %, nominativi, 1 — Rendita L. 2195.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 106 — Data: 29 dicembre 1944 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Palermo — Intestazione: Folliero Alfonso fu Tobia — Titoli del Debito pubblico: Rendita 5 %, nominativi, 1 — Capitale L. 50.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 2631 — Data: 22 aprile 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Napoli — Intestazione: Racioppi Vincenzo fu Filippo — Titoli del Debito pubblico: Cons. 3,50% (1906), al portatore, 2. — Rendita L. 87,50.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 2184 — Data: 3 dicembre 1945 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Napoli — Intestazione: Iappelli Antonio di Gaetano — Titoli del Debito pubblico: Cons. 3,50% (1906), al portatore, 17. — Rendita L. 1155.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 115 — Data: 27 dicembre 1945 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Napoli — Intestazione: Lipari Nicolò fu Giovanni — Titoli del Debito pubblico: Cons. 3,50 % (1906), al portatore, 2 — Rendita: L. 210.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1128 — Data: 22 maggio 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Torino — Intestazione: D'Amico Mario — Titoli del Debito pubblico: Cons. 3,50 % (1906), nominativi, 1 — Rendita L. 70.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 208 — Data: 9 marzo 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Catania — Intestazione: Motta Rosario fu Antonio — Titoli del Debito pubblico: Cons. 3,50 % (1906), nominativi, 6 — Rendita: L. 973.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 136 — Data 20 maggio 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Foggia — Intestazione: Pedone Francesco fu Michele — Titoli del Debito pubblico: Cons. 3,50 % (1906), nominativi, 3 — Rendita: L. 931.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 177 — Data: 7 marzo 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Varese — Intestazione: Baldioli Attilio fu Luigi Bartolomeo — Titoli del Debito pubblico: Prestito Redimibile 3,50 % (1934), nominativi, 1 — Capitale L. 20.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 77 — Data: 8 ottobre 1946 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Catanzaro — Intestazione: Fazzari Raffaela ved. Barone — Titoli del Debito pubblico: Prestito Redimibile 3,50 % (1934), nominativi, 1 — Rendita L. 73,50.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 48 — Data: 27 giugno 1946 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Ragusa — Intestazione: Greco Giuseppe fu Francesco — Titoli del Debito pubblico: Prestito Redimibile 3,50 % (1934), nominativi, 1 — Rendita L. 35.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1798 — Data: 11 ottobre 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio ricevimento — Intestazione: Lucci Mario fu Vincenzo — Titoli del Debito pubblico: Prestito Redimibile 3,50 % (1934), nominativi, 1 — Rendita L. 400.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 10860 — Data: 5 dicembre 1945 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Bologna — Intestazione: Pedrelli Orfeo fu Domenico — Titoli del Debito pubblico: quietanze esattoriali — Capitale L. 6000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 7253 — Data: 16 novembre 1940 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Foggia — Intestazione: Di Giorgio Pasquale — Titoli Debito pubblico: quietanze esattoriali — Capitale L. 200.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1744 — Data 24 ottobre 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Padova — Intestazione: Cappelletto Giuseppe fu Antonio — Titoli del Debito pubblico: quietanze esattoriali — Capitale L. 100.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 512 — Data: 1° settembre 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Bologna — Intestazione: Banca popolare di credito

in Bologna — Titoli del Debito pubblico: Prestito della Ricostruzione — Capitale L. 401.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1122 — Data: 29 settembre 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Cremona — Intestazione: Malaggi Archimede fu Luigi — Titoli del Debito pubblico: Prestito della Ricostruzione — Capitale L. 112.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1634 — Data: 12 settembre 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Novara — Intestazione: Istituto S. Paolo di Torino - Succ. di Novara — Titoli del Debito pubblico: Prestito della Ricostruzione — Capitale L. 90.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1004 — Data: 26 agosto 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Napoli — Intestazione: Credito Italiano sede di Napoli — Titoli del Debito pubblico: Prestito della Ricostruzione — Capitale: L. 125.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 4 — Data: 2 agosto 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Treviso — Intestazione: Krüll Walter — Titoli del Debito pubblico: B. T. N. 4 % (1951) — Capitale L. 400.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 129 — Data: 2 ottobre 1946 — Ufficio che rilasciò la ricevuta Intendenza di finanza di Como — Intestazione: Monti Alessandra fu Giovanni — Titoli del Debito pubblico: B. T. N. 4 % (1943), nominativi, 3 — Capitale L. 27.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 85 — Data: 17 settembre 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Pisa — Intestazione: Banca commerciale italiana Agenzia di Pisa — Titoli del Debito pubblico: B. T. N. 4 % — Capitale L. 500.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 2 — Data: 15 settembre 1945 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Cosenza — Intestazione: De Marco Tommaso fu Antonio — Titoli del Debito pubblico: B. T. N. 4 % (1943), nominativi, 1 — Capitale L. 5000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 22 — Data: 11 marzo 1944 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Torino — Intestazione: Corradi Elisa fu Tommaso — Titoli del Debito pubblico: B. T. N. 4 % (1943) — Capitale L. 38.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta 1490 — Data: 17 aprile 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Milano — Intestazione: San Martino di San Germano Umberta di Emanuele in Cicogna Mozzoni — Titoli del Debito pubblico: B. T N. 5 % (1950), nominativi, 1 — Capitale L. 50.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1560 — Data 15 settembre 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Venezia — Intestazione: Salvadori Dina fu Alessandro — Titoli del Debito pubblico: Prestito della Ricostruzione — Capitale L. 53.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1472 — Data 30 agosto 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Torino — Intestazione: Banco di Napoli, sede di Torino — Titoli del Debito pubblico: Prestito della Ricostruzione — Capitale L. 100.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 6649 — Data 31 ottobre 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Bologna — Intestazione: Verdino Elvio di Umberto — Titoli del Debito pubblico: Prestito della Ricostruzione — Capitale L. 1000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 44 — Data 11 agosto 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Brescia — Intestazione: Pizzocaro Riccardo di Emanuele — Titoli del Debito pubblico: Prestito della Ricostruzione — Capitale L. 25.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 533 — Data: 28 ottobre 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Viterbo — Intestazione: Mantovani Domenico di Zefferino — Titoli del Debito pubblico: Prestito della Ricostruzione — Capitale L. 200.000.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 3 febbraio 1948

Il direttore generale: DE LIGUORO

(547)

CONCORSI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Teramo.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visti gli articoli 50 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Prefetto di Teramo, in data 10 giugno 1947, n. 9056, col quale è indetto pubblico concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella Provincia;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Teramo, è costituita come appresso:

Presidente:

dott. Michele Quagliarello, vice prefetto;

Componenti:

dott. Mario Scuderi, medico provinciale di Chieti;

prof. dott. Attilio Cermenati, primario chirurgo ed ostetrico di ospedale;

dott. Lorenzo Peroni, specialista in ostetricia e ginecologia;

Italia Marganelli, ostetrica condotta;

Segretario:

dott. Carmelo Cuttitta.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Teramo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 19 gennaio 1948

L'Alto Commissario: PERROTTI

(631)

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Sessione di esami per l'abilitazione all'esercizio della professione di avvocato per l'anno 1948

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visti il regio decreto-legge 27 novembre 1933, n. 1578, convertito, con modificazioni, nella legge 22 gennaio 1934, n. 36, sull'ordinamento delle professioni di avvocato e di procuratore; il regio decreto 22 gennaio 1934, n. 37, contenente le norme integrative e di attuazione del predetto, la legge 23 marzo 1940, n. 254; la legge 29 aprile 1943, n. 419, relativa alla concessione di benefici ai praticanti ed ai professionisti che hanno partecipato ad operazioni di guerra nell'ultimo conflitto e il decreto legislativo Presidenziale 13 settembre 1946, n. 261, contenente norme sulle tasse da corrispondersi all'Erario per la partecipazione agli esami forensi;

Ritenuta l'opportunità di indire una sessione di esami di avvocato;

Decreta:

Art. 1.

Le prove scritte dell'esame per l'abilitazione all'esercizio della professione di avvocato, per l'anno 1948, avranno luogo in Roma presso il Ministero di grazia e giustizia nei giorni 18, 19, 20 e 21 maggio, alle ore 9 antimeridiane.

Art. 2.

Le domande di ammissione all'esame di cui all'art. 1 di questo decreto, redatte in carta da bollo da L. 32, dovranno essere rivolte al Ministero di grazia e giustizia entro il 15 aprile 1948, corredate, a norma dell'art. 32 del regio decreto 22 gennaio 1934 citato, dai seguenti documenti:

1) diploma originale di laurea in giurisprudenza;

2) certificato del Consiglio dell'Ordine degli avvocati e procuratori, dal quale deve risultare l'attuale iscrizione del candidato nell'albo dei procuratori e l'anzianità dell'iscrizione, con l'attestazione che il candidato ha esercitato la professione di procuratore per almeno due anni;

3) certificato delle cancellerie delle autorità giudiziarie presso le quali il candidato ha svolto la sua attività professionale, contenente l'elenco delle cause e degli affari trattati, con l'indicazione delle parti e l'oggetto relativo;

4) ricevuta della tassa di L. 1600 per l'iscrizione agli esami da versarsi ad un ufficio del registro.

I candidati, i quali abbiano diritto all'ammissione, all'esame, indipendentemente della qualità di procuratore, per l'appartenenza ad una delle altre categorie indicate nell'art. 28, comma secondo, del regio decreto 27 novembre 1933, n. 1578, debbono produrre, in luogo dei certificati di cui ai numeri 2) e 3) del comma precedente, un certificato dell'Amministrazione presso la quale hanno prestato servizio, che comprovi il requisito prescritto.

I procuratori ex combattenti i quali hanno diritto di essere ammessi agli esami di avvocato dopo un anno di esercizio di procuratore, debbono presentare i documenti militari comprovanti la predetta qualità di ex combattenti.

Art. 3.

La Commissione per gli esami di avvocato, per l'anno 1948, è costituita come segue:

Pelosi dott. Donato, primo presidente di Corte d'appello con funzioni di presidente del Tribunale superiore alle acque pubbliche, presidente;

D'Apolito dott. Giuseppe, consigliere della Corte di cassazione, componente;

Cataldi dott. Tommaso, consigliere della Corte di cassazione, con funzioni di presidente di sezione presso la Corte d'appello di Roma, componente;

Galgano prof. Salvatore, dell'Università degli studi di Roma, componente;

Angeloni avv. Vittorio, del Foro di Roma, componente;

Romanelli avv. Lorenzo, del Foro di Roma, componente;

Andrioli avv. Virgilio, del Foro di Roma, componente;

Musillami dott. Giovanni, presidente di sezione della Corte di cassazione, presidente supplente;

Celentano dott. Ginevrino, consigliere della Corte d'appello di Roma, componente supplente;

Torrente dott. Andrea, consigliere della Corte d'appello di Roma, componente supplente;

Ambrosini prof. Gaspare, dell'Università degli studi di Roma, componente supplente;

Ciamarra avv. Antonio, del Foro di Roma, componente supplente;

Moschella avv. Mario, del Foro di Roma, componente supplente;

Vocino avv. Corrado, del Foro di Roma, componente supplente.

Esercitano le funzioni di segretario i pretori Salerni dottor Alberto ed Albanesi dott. Alfredo, nonchè i funzionari di cancelleria Toffanin Edgardo, Rubini Alfredo, La Vecchia Nicola, Pileri Giuseppe e Pucci Giuseppe, addetti al Ministero.

Roma, addì 31 gennaio 1948

Il Ministro: GRASSI

Registrato alla Corte dei conti, addì 9 *febbraio* 1948
Registro Giustizia n. 2, *foglio n.* 388. — OLIVA

(726)

PREFETTURA DI SIRACUSA

Graduatoria delle vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nei comuni di Canicattini Bagni, Carlentini e Noto.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI SIRACUSA

Visto il proprio decreto di pari data e numero, con il quale è stata approvata la graduatoria delle idonee al concorso per il conferimento dei posti di ostetriche condotte vacanti al 30 novembre 1940 nei comuni di Canicattini Bagni, Carlentini, Noto (1ª condotta ostetrica urbana), Noto (frazione di Frigintini), Pachino (frazione di Portopalo), Siracusa (frazione di Cassibile), bandito con decreto n. 5780 del 31 dicembre 1940;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie e il regolamento, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Le seguenti candidate vengono dichiarate secondo l'ordine di graduatoria e di indicazione della sede, vincitrici dei posti di ostetrica condotta, messi a concorso, con il decreto sopracitato, per i Comuni a fianco indicati:

Vacanti Sofia fu Alfio, per il comune di Carlentini;

Giacomarra Venere fu Croce, per il comune di Canicattini Bagni;

Bondì Giuseppa fu Giuseppe, per il comune di Pachino (frazione Portopalo);

Bondì Domenica fu Giuseppe, per il comune di Noto (1ª condotta ostetrica urbana).

Non si fa luogo alla dichiarazione di vincitrice del concorso della signora Caruso Giuseppa di Salvatore non avendo la medesima indicata altra sede oltre quella di Carlentini per la quale è stata dichiarata vincitrice la signora Vacanti Sofia, prima in graduatoria.

Per quanto altro si applicano le disposizioni di cui al regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e della Provincia, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281.

Siracusa, addì 26 dicembre 1947

Il Prefetto: TORRISI

(531)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.